

ARRETE MUNICIPAL N° A2023-140
AUTORISANT UNE OCCUPATION DU DOMAINE
PUBLIC
38 RUE EMILE HEROULT
DU 27 FEVRIER AU 20 MARS 2023

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE COURSEULLES S/MER

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2211-1 et suivants et L2213-1 et suivants, et L2122-18,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu l'arrêté interministériel modifié du 24 Novembre 1967 sur la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Vu la demande de Madame FOUBERT Nadia en date du 13 février 2023,

Vu l'arrêté municipal n°2020-280 du 22 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature au bénéfice du 5^{ème} Adjoint, Monsieur Francis NICAISE,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures pour assurer l'ordre, la sécurité des intervenants et de la population,

Considérant la nécessité d'assurer le parfait déroulement des travaux de réfection de toiture, par l'entreprise Eric BAUE couverture – 42 Rue de l'église – 14470 COURSEULLES SUR MER,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'entreprise Eric BAUE couverture est autorisée à occuper le domaine public pour des travaux de réfection de toiture à l'aide d'un échafaudage sur trottoir, au 38 Rue Emile Hérault, **du 27 février au 20 mars 2023.**

ARTICLE 2 : Le STATIONNEMENT sera interdit à tout véhicule (sauf véhicules de l'entreprise Eric BAUE couverture) sur une place de stationnement, sur le parking, face au n°38 Rue Emile Hérault, **du 27 février au 20 mars 2023.**

ARTICLE 3 : L'interdiction de stationner devra être mise en place par l'entreprise 7 jours avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : Une DEVIATION piétonne sera mise en place par l'entreprise durant la durée des travaux au niveau du n° 38 rue Emile Hérault.

ARTICLE 5: La signalisation des chantiers sera, selon la situation rencontrée, conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8^{ème} partie, signalisation temporaire). Elle sera mise en place par l'entreprise.

Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

L'absence de la signalisation pour cause de vol, dégradation, dommage ou remplacement ne modifie pas les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de la notification.

ARTICLE 8 : Madame Le Maire, Monsieur L'adjoint au maire en charge de la sécurité, Monsieur le commandant de la communauté de Brigade de Courseulles-sur-Mer, Monsieur le responsable de la police Municipale, ainsi que le pétitionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera l'objet d'une insertion au registre des actes de l'exécutif et d'une publication.

Fait à COURSEULLES S/MER, le 14/02/2023

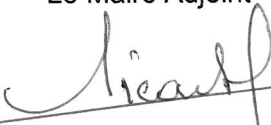
Signé le 15.02.2023.

Publié le 15.02.2023.



Pour le Maire et par délégation

Le Maire Adjoint


Francis NICAISE